



Madame la Directrice générale,

Les organisations syndicales sont engagées actuellement auprès des salariés, du public comme du privé, dont les 9/10^e sont opposés au projet de réforme des retraites. Cet engagement se traduit notamment par plusieurs appels à la mobilisation qui ont déjà réuni au total plus de 5 millions de manifestants.

Aussi, nous faisons le constat que le mouvement reste fort, que les douanières et douaniers sont présents en nombre dans les cortèges et que le rejet du projet de réforme demeure massif et incontestable.

Malgré cela, le gouvernement ne veut rien entendre, et ce, non sans une certaine forme d'arrogance. Il souhaite mener à terme sa réforme coûte que coûte à l'Assemblée, via notamment l'article 47.1 de la Constitution. À ce propos, nous ne manquons pas de relever que le Gouvernement piétine les prérogatives de la représentation nationale, tout comme il ne tient pas compte de l'avis de la représentation du personnel, y compris lorsqu'elle est unanime dans la durée.

L'entêtement de nos dirigeants nous conduit aujourd'hui à amplifier notre présence aux côtés des manifestants et répondre à leur volonté de durcir ce mouvement de contestation. Certes, la direction des Douanes ne porte pas le projet de réforme des retraites, mais elle agit au nom d'un exécutif qui ignore la parole des salariés et de leurs représentants.

Depuis la loi Dussopt de 2019, les attaques contre les fonctionnaires sont sans précédent et de toutes parts. Justement, la Douane ne fait pas exception. Elle a déjà beaucoup subi et elle continue à endurer quand on regarde l'avenir de nombreux bureaux et brigades qui se trace, au travers des documents produits pour le Groupe de travail prévu aujourd'hui.

Nous n'oublions pas également qu'une autre réforme de grande ampleur, pour les fonctionnaires cette fois, se prépare à travers la refonte des carrières et rémunérations de la Fonction publique. Les premières annonces du ministre « *spameur* » de la Transformation de la Fonction publique n'augurent rien qui puisse présager d'un renforcement de nos parcours professionnels.

Dans ce cadre, nous ne pourrions pas mener un dialogue social efficace et qualitatif à la DGDDI, comme si de rien n'était. Le gouvernement, à force de mépris envers celles et ceux qui produisent les richesses de notre pays pour ne favoriser réellement que les puissants, porte l'entière responsabilité de cette rupture.

Nous rappelons notre opposition au report de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, ainsi qu'à l'anticipation de la durée de cotisation à 43 annuités dès 2027. Nous sommes favorables à une autre réforme des retraites plus juste, plus équitable et plus protectrice pour les travailleurs, à l'opposé du projet actuel qui veut faire reposer l'entièreté des efforts sur les seuls salariés. C'est inacceptable !

À Montreuil, le 9 février 2023